

La Banque de France

Pendant 50 ans la ville de Rambouillet a eu son agence de la Banque de France. Sa fermeture en 1973 n'a pas perturbé outre mesure les Rambolitaïns, même si certains ont considéré qu'elle était le signe d'une certaine perte d'importance.

Au surplus, l'immeuble a conservé sa vocation bancaire, en étant repris par la Banque Populaire. C'est à cette agence que nous nous intéressons aujourd'hui.

Le Grand Chenil

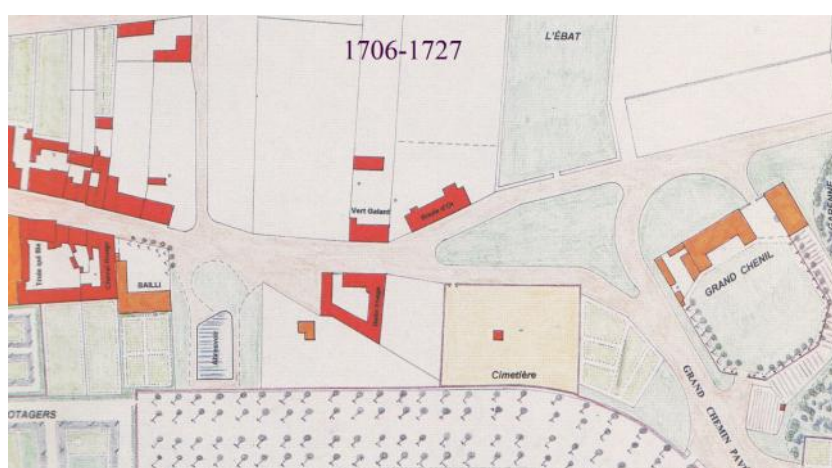
Il est rare, quand on remonte le temps à Rambouillet qu'on ne retombe pas sur un souvenir de la chasse à courre.

En l'occurrence l'immeuble qui nous intéresse aujourd'hui a été, au XVIII^{ème} siècle, le *Grand Chenil* du Comte de Toulouse, puis du duc de Penthièvre et même celui de Louis XVI, avant d'être transféré à Groussay, dans le quartier de la Vénérie.

On le distinguait ainsi du *Petit Chenil*, situé Grande rue, et déplacé par le comte d'Angiviller pour permettre la construction de l'Hôtel du Gouvernement (plus tard Palais du Roi de Rome).



plans de Jean Blecon tirés de son livre « le palais du roi de Rome »



A l'origine, le « *Grand Chemin pavé de Paris à Chartres* » traversait le fief de la Motte et rejoignait à peu près au niveau de la Sous-préfecture le « *Grand chemin de Rambouillet à la Droue* », et le « *Chemin de Rambouillet à la Louvière* ». Donc à l'ouest du cimetière.

La création du bassin du Rondeau avait entraîné la reconfiguration du quartier. Le « *Grand chemin pavé de Paris à Chartres* » contournait maintenant le cimetière par l'Est, et c'est à la pointe de ce qui n'était qu'une garenne qu'avait été construit un chenil.

Les chiens pouvaient s'ébattre derrière, dans les terrains de la garenne où sera déplacé sous Louis XVI le cimetière, et, devant ils s'entraînaient à des

courses en terrain montant, dans l'Ebat (à peu près à l'emplacement de la rue du Gal Humbert).

Rappelons que Louis XVI, par mesure d'économie, avait supprimé en 1776 les meutes de la chasse au chevreuil, au daim, au lièvre, et réduit le nombre des officiers des chasses. En 1786 disparut l'équipage des lévriers de Champagne. L'année suivante, le contrôleur général des finances, Loménie de Brienne fit supprimer la louveterie, les toiles et la fauconnerie. Il ne restait plus en 1789 que les deux équipages du cerf et les oiseaux du cabinet, soit une quinzaine de fauconniers.

Après le transfert de la meute, l'immeuble principal du chenil resta ensuite occupé, à usage de logements, et de dépendances jusqu'en 1923.



le grand chenil en 1923

La Banque de France

Les hommes politiques ont toujours eu besoin de l'appui des financiers. Parvenus au pouvoir ils s'en sont débarrassés sans scrupules, ou au contraire les ont récompensés, pour le cas où ils auraient encore besoin d'eux...

C'est ainsi que le 18 janvier 1800 le Premier Consul Napoléon Bonaparte aurait récompensé le riche banquier d'origine suisse Jean-Frédéric Perregaux et ses trois associés qui l'avaient financé durant son récent coup d'Etat. Il les autorisa à créer une nouvelle banque, la Banque de France, et à recevoir de la Caisse d'amortissement, une institution publique, les capitaux nécessaires à sa naissance.

Le 13 février, ses statuts sont adoptés. La banque s'engage à développer le crédit, moteur de l'économie, en procédant à l'escompte des effets de commerce à des taux d'intérêt incitatifs. En échange, elle obtient l'autorisation d'émettre des billets aux montants très élevés de 500 et 1 000 francs sur Paris.

Il s'agit donc d'une banque privée à qui est octroyé un privilège d'institut d'émission limité. Ses activités la placent en concurrence avec d'autres banques qui ont les mêmes prérogatives à Paris ou en province. Elle dispose cependant d'un atout appréciable : Bonaparte en devient, à titre personnel, l'un des actionnaires. Il écrit : *« Je fonde un grand espoir sur la Banque ; je l'aiderai dans toutes les circonstances, mais il faut qu'elle se pénètre de sa puissance et de son utilité. »*

En 1803, une réforme monétaire fait du *franc germinal* la nouvelle monnaie de la France, et la Banque de France en obtient le monopole d'émission pour Paris : c'est la création du premier billet, le « 1000 francs Germinal ».

Cependant, les résultats de la Banque de France ne répondent pas aux attentes de l'empereur qui, dès 1804, s'en plaint : *« Il est vrai que la Régence de la Banque de France n'a pas suffisamment amélioré son système d'escompte, qu'elle est fort au dessous des devoirs que lui impose la nouvelle loi, que la Banque de France, au lieu de devenir un grand instrument public, reste le comptoir à peu près exclusif de quelques banquiers. »*

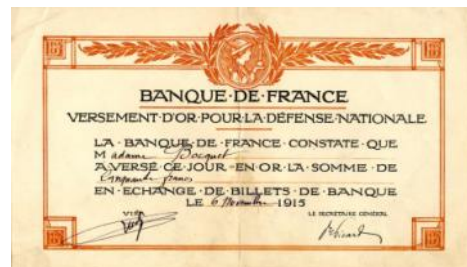
En automne 1805 une crise financière fragilise la banque. Le financement de la guerre joint au pessimisme des marchés financiers a asséché le marché des capitaux. L'économie en souffre. La victoire d'Austerlitz ramène la confiance mais au lendemain de la crise l'empereur décide que la banque doit être mieux encadrée. *« Je dois être le maître dans tout ce dont je me mêle, et surtout dans ce qui regarde la Banque, qui est bien plus à l'Empereur qu'aux actionnaires, puisqu'elle bat monnaie. »*



La loi du 22 avril 1806 met fin à l'indépendance de la banque qui conserve cependant son statut de société privée. Désormais elle est dirigée par un gouverneur doté de pouvoirs très importants, nommé par le chef de l'Etat. Son capital est doublé, et Napoléon, à titre personnel en devient discrètement le troisième actionnaire.

De 1806 à 1870 la Banque de France pour ne plus « *rester la banque de Paris au lieu d'être la Banque de France* », comme le déplorait Napoléon, ouvre un réseau de comptoirs en province. Dans la période politique instable que traverse la France, aucun des gouvernements qui se succèdent –et pas même la Commune– ne la remet en cause. En 1848 elle obtient le monopole d'émission sur tout le territoire. En 1869 elle dispose de 61 succursales.

La Banque de France conserve son rôle prépondérant durant les guerres de 1870 et de 14-18, octroyant des secours au Trésor et des aides aux banques et au commerce. Elle mobilise son réseau pour placer les emprunts destinés au financement de la défense nationale, et pour récolter l'or thésaurisé chez les particuliers.



En 1935 elle a 163 succursales, ainsi que 97 bureaux auxiliaires.

Son statut évolue en trois étapes.

D'abord, en 1936, lorsque le Front Populaire modifie la nomination de son conseil d'administration. Désormais celui-ci n'est plus choisi parmi les 200 plus gros actionnaires (les « *200 familles* » dénoncées par la gauche), mais désigné par l'Etat. C'est une nationalisation de fait.

Ensuite, à la Libération, le Gouvernement provisoire de la République française procède à sa nationalisation officielle : en application de la loi du 2 décembre 1945, l'Etat devient le seul actionnaire de la banque.

Enfin, la loi du 4 août 1993 décrète son indépendance vis-à-vis du gouvernement, dans l'exercice de sa mission de définition et de mise en œuvre de la politique monétaire. « *Membre du Système européen de banques centrales (SEBC) en 1998, elle est l'un des principaux actionnaires de la Banque centrale européenne (BCE). Elle intègre l'Eurosystème avec la naissance de l'euro, le 1er janvier 1999. Elle participe ainsi à la gestion de la monnaie unique de plus de 300 millions d'Européens.* » (Wikipedia)

Le bureau de Rambouillet

Après la Première Guerre mondiale, la Banque de France développe fortement son maillage local. Elle privilégie des bureaux auxiliaires à la structure légère, dans des villes secondaires ou satellites de grandes places. C'est ainsi qu'en 1923 la Banque de France s'installe à Rambouillet, reliée à la succursale de Versailles.



Comme on le voit en rapprochant ces deux photos, le bâtiment de gauche est conservé sans grandes modifications. Les chenils de droite sont détruits et l'immeuble est doté d'une aile droite perpendiculaire à celle de gauche, à usage de bureaux et appartement du gardien, et des locaux d'agence en rez-de-chaussée dans son prolongement, rue G. Lenotre.

Concrètement, quelle était l'utilité d'une Banque de France à Rambouillet ?

Elle assurait tout d'abord la distribution de billets, l'échange billets/pièces. Ceci permettait d'éviter les pénuries de liquidités lors des pics d'activité (foires, saisons agricoles) à une époque où les paiements en espèces étaient encore très répandus.

Mais elle avait en outre un rôle peu visible, mais fondamental pour le développement de l'économie.

Il faut se souvenir qu'autrefois la majorité des paiements entre professionnels ne s'effectuaient pas au comptant. Le débiteur s'engageait à payer son dû à une certaine échéance : 30, 60 voire même 90 jours et il matérialisait son engagement en acceptant une lettre de change.



Ici par exemple, Marc André (tiré) s'est engagé à payer à P. Sutra (tireur) la somme de 2880Fr le 1er septembre. Il lui a donc accepté une traite à 60 jours.

Ainsi Marc André qui a reçu la marchandise le 5 juillet aura le temps de la vendre en partie avant de la payer.

Cependant P. Sutra n'a pas assez de trésorerie pour attendre septembre. Il a donc besoin d'un relais : en escomptant la traite, sa banque va la lui payer comptant (déduction faite d'un intérêt) et se fera payer elle-même à l'échéance. Si la traite n'est pas honorée, la banque aura le choix entre redébiter son client P. Sutra, ou engager une procédure contre Marc André.

Le risque de la banque est donc partagé entre la solvabilité du tireur et celle du tiré.

Or la banque de Sutra ne dispose que de ses capitaux propres, et des sommes que lui confient ses clients (et qu'ils peuvent lui réclamer à tout moment). Ses capacités d'escompte sont donc limitées.

La Banque de France intervient donc pour réescompter la traite en prélevant à son tour un intérêt. Son risque dépend de la solvabilité de trois acteurs économiques : le tireur, le tiré et la banque. Il est donc faible. Elle n'est pas limitée puisqu'elle a la possibilité d'émettre de la monnaie. En faisant varier son taux de réescompte la Banque de France peut donc encourager ou freiner le crédit et par là agir sur la croissance de l'économie.

Le rôle du bureau de Rambouillet était donc double : d'abord étudier en permanence la solvabilité des entreprises de son secteur, centraliser les incidents de paiement, suivre l'évolution de l'économie régionale. En indiquant que la signature de telle entreprise était écartée des possibilités de réescompte, la Banque de France lui rendait le recours au crédit plus difficile et plus cher. Grâce au maillage de son réseau national la Banque de France pouvait ainsi évaluer en permanence la santé de l'économie française.

Ensuite le bureau devait gérer matériellement les effets réescomptés, vérifier les signatures, les présenter à l'échéance, afin de pouvoir intervenir le plus



Gilbert Guérquin,
dernier directeur de Rambouillet

rapidement et le plus efficacement pour refinancer les banques. C'est là que s'ouvrait chaque jour à 11h la chambre de compensation où les banquiers de la place échangeaient chèques et effets reçus de leurs clients.

La fermeture de la Banque de France



Arrêtons-nous un instant sur cette vue aérienne prise en 1947.

Depuis le quartier a bien changé !

La Banque de France a fermé définitivement. La BICROP (aujourd'hui Banque Populaire Val de France), a repris ses locaux, abandonnant les siens, dans l'immeuble mitoyen, à un commerce de gros électroménager. Il sera remplacé ensuite par un fleuriste et aujourd'hui par un magasin de pompes funèbres.

A ses côtés, le Monoprix s'est étendu en rachetant les hangars de la graineterie Petit et une partie de sa cour pour en faire un parking, avec accès rue G. Lenotre. La graineterie a elle-même été vendue à la Banque Régionale de l'Ouest (aujourd'hui agence CIC).

Le Crédit Agricole a pris, au carrefour du Tivoli, la place de l'hôtel du Grand Veneur, et ses terrains arrières, ainsi que la propriété Roche, rue Chasles, ont fait l'objet d'importantes promotions immobilières.

Pourquoi la Banque de France de Rambouillet a-t-elle fermé en 1973 ? Parce que les missions qu'elle remplissait ne correspondaient plus à l'évolution des marchés financiers.

Au fil des ans le crédit bancaire direct s'est généralisé; de nouveaux instruments financiers sont apparus; les paiements se sont informatisés. L'effet de commerce est devenu trop simple et trop local pour un nouveau système dans lequel le crédit est progressivement sorti du circuit commercial pour entrer dans celui des marchés obligataires, de la titrisation, d'instruments financiers complexes (tellement complexes qu'ils ont échappé en 2007 à la vigilance des organismes chargés de les réguler, provoquant une crise financière mondiale... ce qui nous promet de beaux jours lorsque l'IA sera chargée tout à la fois d'inventer de nouveaux produits, et d'en assurer elle-même le contrôle).

Le bureau de Rambouillet connaissait les entreprises, jugeait la qualité des signatures et traitait physiquement les effets, à une époque où le crédit était ancré dans le territoire.

Aujourd'hui -sans porter de jugement sur cette évolution- l'analyse du risque est basée sur des modèles, des notations calculées par des algorithmes, et les marchés financiers. Le système est ainsi devenu abstrait et centralisé.

Ajoutons qu'au plan national, la mission de la Banque de France a été profondément modifiée avec la création de la zone euro. Cependant, que ce soit à Rambouillet en 1923 via un bureau auxiliaire, ou à Francfort aujourd'hui via la Banque centrale européenne, il reste toujours indispensable qu'une Banque Centrale fournisse des liquidités aux banques, stabilise le système et évite les crises de crédit.



Quoi qu'il en soit, en 1973, cette fermeture n'a pas traumatisé les Rambolitains, qui n'utilisaient pas directement les services de la Banque de France locale, et qui ont simplement vu une banque en remplacer une autre.

Christian Rouet
mai 2026